

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 06/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORCA MAREE (ex WISSOUS FROID ex PREST LOGISTIQUE - ex CARLAP)

11/13, bd Claude Chauveau
BP 46
91320 Wissous

Code AIOT : 0006505256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement ORCA MAREE (ex WISSOUS FROID ex PREST LOGISTIQUE - ex CARLAP) implanté 11-13 bd Claude Chauveau BP 46 91320 Wissous. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORCA MAREE (ex WISSOUS FROID ex PREST LOGISTIQUE - ex CARLAP)
- 11-13 bd Claude Chauveau BP 46 91320 Wissous
- Code AIOT : 0006505256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Orca Marée a repris le site anciennement exploité par la société Wissous froid. L'activité principale concerne la transformation par filetage de poisson et le stockage des produits de la mer pour la restauration ou le commerce. Le site exploite un entrepôt frigorifique pour le stockage des produits de la mer.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi de l'APMU 2025	Arrêté Préfectoral du 25/11/2025, article 1er	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	15 jours
2	Suivi de l'APMU 2025	Arrêté Préfectoral du 25/11/2025, article 2	Mesures d'urgence	2 mois
3	Suivi de l'APMED 2025	AP de Mise en Demeure du 16/12/2025, article 1er	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22/01/2026 avait pour objet le suivi des prescriptions des arrêtés préfectoraux de :

- mesures d'urgence n°2025-PREF/DCPATT/BUPPE/398 du 25/11/2025
- mise en demeure n°2025-PREF/DCPATT/BUPPE/441 du 16/12/2025

Concernant l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences, l'exploitant a transmis un récit de la survenue de la pollution et a réalisé l'évacuation et l'élimination des eaux polluées du bassin en tant que déchets dangereux, sans transmettre le rapport d'accident et les justificatifs d'évacuation et d'élimination des eaux polluées du bassin.

Concernant l'arrêté de mise en demeure du 16/12/2025, l'article 1er

– alinéa 1: Plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux, celui-ci n'est pas réalisé, l'exploitant est en attente de l'intervention de la société ORTEC

– alinéa 2: type de réseau séparatif, l'exploitant est en attente de l'intervention de la société ORTEC pour s'assurer du type de réseau présent sur son site, le cas échéant la mise en conformité sera réalisée

– alinéa 3: l'analyse des eaux du bassin, celle-ci n'est pas réalisée et les eaux ont été évacuées et traitées comme déchets dangereux.

L'inspection propose à madame la Préfète de l'Essonne d'accorder un délai de 2 mois pour permettre à l'exploitant de lever les non-conformités des arrêtés préfectoraux non traitées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'APMU 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2025, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, la Société ORCA MARÉE dont le siège social est situé 11-13 boulevard de l'Europe à Wissous est tenue d'adresser à l'Inspection des Installations Classées un rapport précisant notamment les circonstances de la survenue de cette pollution ainsi que les mesures prises pour réduire l'impact sur l'environnement et prévenir toute pollution ultérieure. Ce rapport sera adressé à l'Inspection des Installations Classées sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté.
Constats : Le rapport d'accident prescrit par l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 25/01/2025, sous un délai de 15 jours, n'a pas été réalisé ou transmis à madame La Préfète de l'Essonne. L'exploitant déclare ne pas avoir compris la demande formulée dans la prescription et qu'un rapport sera établi et transmis rapidement. Par courriel du 23/01/2026, l'exploitant a informé l'inspection des conditions de survenue de cet accident, par le récit suivant: " En date du 08 Septembre 2025, la société ORCA MAREE a repris l'exploitation des installations situées au 11/13 Boulevard Claude Chauveau -91320 Wissous (n°PREF.DRIEAT.2025-0015). Depuis cette date, La société ORCA MAREE a entrepris plusieurs travaux de rénovation et de mise aux normes des installations. Il avait été constaté également en présence de l'ancien gestionnaire Wissous froid de l'état pollué du bassin de rétention d'eau situé à l'arrière des installations. Les circonstances de la survenue de cette pollution nous ont été expliqué sous la forme suivante : Un ancien locataire qui avait un atelier de mécanique aurait déversé dans le réseau des eaux pluviales des déchets hydrocarbonés qui auraient pollué l'ensemble des canalisations finissant dans le bassin. Ce locataire était déjà parti lors de notre prise en charge de l'exploitation du site. Depuis la prise en charge de l'exploitation par la société ORCA MAREE, le curage des eaux usées, le pompage des eaux polluées en station de traitement, le pompage des eaux pluviales, le nettoyage à haute pression du bassin ont été effectués. Nous avons été constamment en contact pendant toutes ces opérations avec le Pôle aménagement des territoires et cadre de vie "PARIS-SACLAY" pour contrôler la pollution dans le réseau local. Semaine prochaine, l'ensemble du curage des eaux pluviales avec inspection télévisée sera réalisée par la société ORTEC. Depuis plus d'un mois, le site est fermé aux personnes extérieures des installations sans code d'accès afin de limiter les possibilités de pouvoir de nouveau polluer le bassin. A ce jour le bassin est entièrement vidé, nettoyé et rénové et un grillage de protection tout autour est en train d'être installé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transcrire le récit de cet accident et l'ensemble des mesures mises en place dans un rapport d'accident tel que prescrit dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures conservatoires immédiates

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend immédiatement toutes mesures adéquates pour couper les voies de transfert de la pollution créée au niveau du bassin et liées au déversement d'huiles usagées, et pour prévenir les écoulements directs ou indirects vers le milieu naturel. Ces mesures peuvent notamment inclure :

le pompage des eaux souillées présentes dans le bassin, leur évacuation dans une filière adaptée ;

le nettoyage dudit bassin et le curage des réseaux d'eaux ;

le curage et le grattage des zones polluées ;

la vérification de l'étanchéité de la membrane de protection du bassin contre les infiltrations, le cas échéant l'exploitant doit procéder au remplacement de cette membrane par un dispositif équivalent et garantissant l'étanchéité de celui-ci.

Les déchets issus de ces opérations sont gérés et évacués dans des filières adaptées. Les justificatifs de la bonne élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un point de situation sur la mise en œuvre de ces mesures conservatoires est transmis de manière hebdomadaire à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant déclare que les eaux polluées du bassin ont été évacuées puis éliminées par la société ORTEC; les justificatifs d'élimination de ces eaux en tant que déchets dangereux n'ont pas été présentés le jour de la visite.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le bassin de rétention était vide et nettoyé. La géomembrane présente dans le bassin est détériorée par endroit, sur les bords supérieurs. L'exploitant envisage de colmater la géomembrane afin de la rendre étanche.

L'exploitant affirme que la société ORTEC procédera prochainement à une inspection des réseaux avec caméra pour vérifier la nature du réseau et de ses ouvrages.

Les photographies ci-dessous montrent les images du bassin de rétention avant et après nettoyage (bassin nettoyé et vide).



Figure 2: image du bassin au 21/10/2025



Figure 1: image du bassin au 22/01/2026



Figure 3: bassin avec eau polluée au 21/10/2025



Figure 4: bassin vidé au 22/01/2026

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les justificatifs d'évacuation et d'élimination des déchets (bon d'enlèvement et bordereau de suivi de déchets dangereux).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suivi de l'APMED 2025

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2025, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux

Prescription contrôlée :

- l'article 2.3/5° de l'arrêté préfectoral du 11 août 2025 en équipant le site d'un réseau de collecte des eaux de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées et des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.
- le point 3.1 de l'annexe I de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en disposant d'un plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux;
- l'article 2.3/8° de l'arrêté préfectoral du 11 août 2025 et l'article le point 3.1 de l'annexe I de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en procédant à une analyse de la qualité des eaux pluviales rejetées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il est prévu une inspection par caméra pour l'ensemble des réseaux d'eau afin de s'assurer du type séparatif ou pas des réseaux, par la société ORTEC durant la semaine du 26/01/2025. Dans le cas où le réseau n'est pas séparatif, l'exploitant déclare que les actions adéquates seront mises en place afin d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

L'exploitant affirme que suite au passage de la société ORTEC, une commande sera passée pour la réalisation des plans des réseaux.

L'exploitant n'a pas réalisé l'analyse de la qualité des eaux avant élimination; il a considéré que les eaux du bassin contenant des hydrocarbures doivent être traitées comme déchets dangereux. Le jour de la visite le bassin était vide.

A ce jour les prescriptions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/12/2025 ne sont pas respectées.

L'exploitant sollicite un délai supplémentaire pour répondre à cette prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre:

- les résultats de l'inspection caméra qui conforment la nature séparative du réseau, sinon mettre en place des actions permettant la création d'un réseau séparatif sur son site ;
- transmettre les plans des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux du site avec les ouvrages associés ;
- les documents justifiant de l'évacuation et du traitement des eaux du bassin (Bordereau de suivi des déchets dangereux).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

